

Mobilisation pour un Afghan menacé d'expulsion vers l'Autriche

« Un proverbe afghan assure que pour chaque personne, son pays c'est le paradis. Malheureusement, pour Farhad son pays est devenu l'enfer. Il a quitté un enfer pour en vivre plusieurs sur ce chemin qui, pendant six mois, l'a mené jusqu'en Europe.

Aujourd'hui, la France menace de l'expulser vers l'Autriche, où les réfugiés afghans sont assurés d'expulsion vers leur pays d'origine », derrière sa barbe et son verbe précipité et passionné, Yama Itiassi se fait l'avocat de Farhad Ayoubi.

Cet Afghan est retenu depuis une semaine au centre de rétention de Perpignan. Et sous la menace d'une expulsion donc vers l'Autriche, le premier pays européen où il a déposé une demande d'asile. Plusieurs même, chaque fois rejetées.

La circulaire de Dublin est claire : seules sont prises en compte les demandes d'asile réalisées dans ce premier pays européen.

« Farhad ne demande pas un passe-droit, il demande une étude personnalisée de son cas par le préfet », précise Jacques Ollion, président de la Cimade. *« Tout le monde le sait, l'Autriche, désormais gouvernée par les populistes d'extrême droite, chasse les réfugiés afghans vers leur pays, sans aucune considération humaine. Un rapport d'Amnesty International démontre qu'un retour vers l'Afghanistan est un retour vers l'insécurité. 10 000 civils y ont été tués en 2017 ».*

« Son père est un imam dans la région d'Islamabad, en plein conflit entre les talibans et des groupes qui se revendiquent de Daech. Farhad serait une cible », s'inquiète Elsa Piou qui a un temps hébergé l'Afghan. *« Comme d'autres personnes. Depuis un an qu'il est ici, il s'est intégré, collabore à un garage solidaire, aide les autres Afghans dans leurs démarches. Il est parfaitement intégré. Il demande juste que son cas soit réexaminé en France, avec un regard personnalisé sur son dossier »,* mobilise cette membre du comité de soutien qui a recueilli 1 300 signatures sur sa pétition. Ce mercredi matin, à 11 h, Farhad Ayoubi comparaît devant la cour d'appel de Montpellier, où il a déposé un nouveau recours pour éviter l'expulsion qui le menace.

T. B.